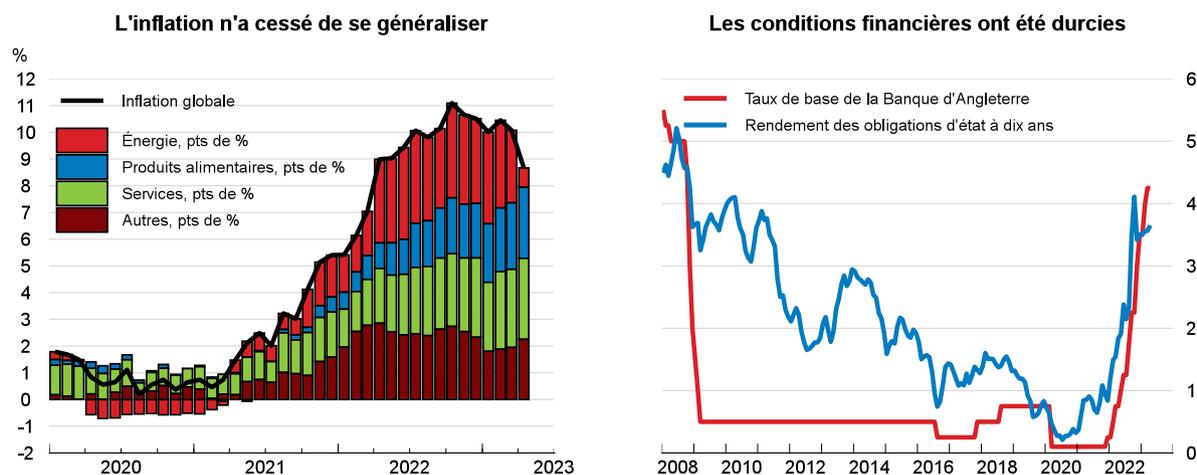


Royaume-Uni

La croissance du PIB devrait être modeste, à 0.3 % en 2023, puis s'améliorer légèrement pour atteindre 1.0 % en 2024. La consommation et l'investissement publics continueront de soutenir l'économie, avant un raffermissement progressif des dépenses privées en raison de la baisse des prix de gros du gaz et de l'amélioration de la conjoncture internationale. L'inflation globale devrait ralentir sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et se rapprochera de l'objectif d'ici fin 2024. L'inflation sous-jacente devrait être plus persistante en raison de la hausse sensible des prix des services : elle sera seulement ramenée à 3.2 % en 2024. Le chômage se hissera à 4.5 % en 2024.

La politique monétaire demeurera restrictive, ce qui pèsera de plus en plus sur la production et réduira l'inflation. La politique budgétaire sera elle aussi restrictive en 2023-24. Cependant, la marge de manœuvre budgétaire qui subsiste est restreinte, si bien que les autorités sont fortement exposées aux variations des taux d'intérêt. Il est indispensable de mettre en œuvre rapidement les mesures du budget du printemps axées sur l'offre pour accroître l'offre de main-d'œuvre, et de sécuriser l'investissement et le commerce dans l'optique de renforcer la croissance potentielle.

Royaume-Uni 1



Source : Bureau des statistiques nationales (Office for National Statistics) du Royaume-Uni ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113.

StatLink  <https://stat.link/klw85e>

Royaume-Uni : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de GBP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2019)				
Royaume-Uni						
PIB aux prix du marché	2 238.3	-11.0	7.6	4.1	0.3	1.0
Consommation privée	1 440.0	-13.2	6.3	5.6	0.5	1.3
Consommation publique	425.6	-7.3	12.5	1.8	1.7	1.7
Formation brute de capital fixe	403.4	-10.5	6.1	8.6	1.0	0.6
Demande intérieure finale	2 269.0	-11.6	7.6	5.3	0.8	1.2
Variation des stocks ¹	5.5	-0.7	1.3	-0.9	-1.7	0.0
Demande intérieure totale	2 274.5	-12.3	8.8	4.3	-0.8	1.3
Exportations de biens et services	699.7	-12.1	2.2	9.9	-3.4	1.1
Importations de biens et services	735.8	-16.0	6.2	13.3	-6.6	1.9
Exportations nettes ¹	- 36.1	1.5	-1.1	-1.1	1.3	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	5.9	0.0	5.4	4.8	2.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.9	2.6	9.1	6.9	2.8
IPCH sous-jacent ²	—	1.4	2.4	5.9	5.3	3.2
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.6	4.5	3.7	4.2	4.5
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	15.8	12.6	8.5	7.9	7.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-13.1	-8.0	-5.2	-4.8	-3.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	105.6	105.9	101.0	102.5	103.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.2	-1.5	-3.8	-3.9	-3.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113.

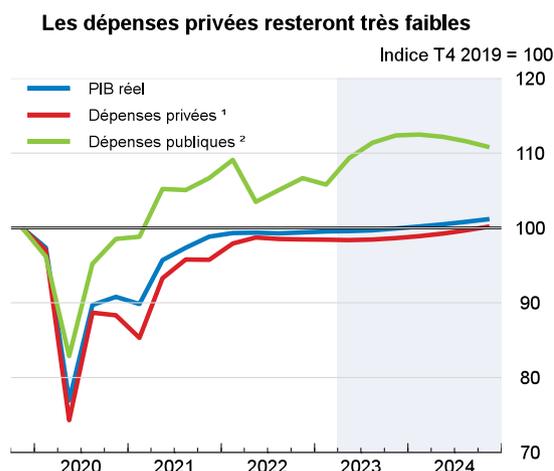
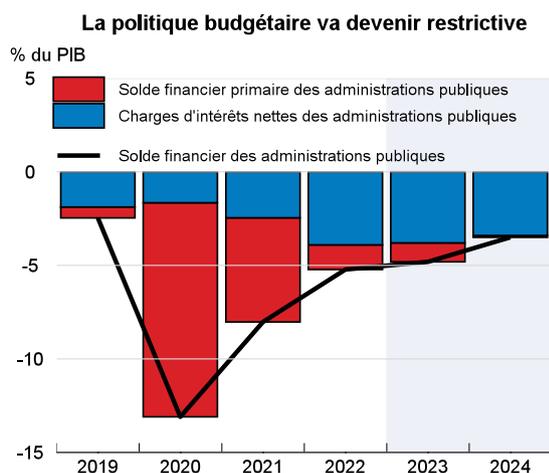
StatLink  <https://stat.link/r1cy5g>

Les tensions sur les prix perdurent malgré le ralentissement de l'activité et le durcissement des conditions financières

La consommation privée et l'investissement en logements ont diminué au deuxième semestre de 2022. La première estimation trimestrielle pour 2023 indique une croissance médiocre du PIB réel de 0.1%. Les volumes des ventes au détail en avril étaient inférieurs de 3.0 % à ceux du même mois il y a un an, et la confiance des consommateurs reste en berne, malgré une amélioration. La confiance des entreprises est mitigée : elle s'est nettement améliorée dans les services mais demeure fragile dans l'industrie manufacturière. Le crédit hypothécaire net a continué de baisser en mars alors que le coût moyen des prêts bancaires aux entreprises a augmenté pour avoisiner 5.8 %, soit un niveau nettement supérieur au taux d'environ 2.0 % en vigueur en décembre 2021, au début du cycle de durcissement monétaire.

La croissance annuelle des salaires nominaux au cours de la période de trois mois allant jusqu'à mars s'est établie à 5.8 %, soit un taux inférieur à l'inflation globale et à l'inflation sous-jacente. Pour le dixième trimestre consécutif, les vacances d'emploi ont diminué en avril, et le chômage augmente. Quoi qu'il en soit, l'inflation annuelle globale demeure élevée, à 8.7 % en avril, même si la part des prix de l'énergie dans celle-ci a diminué. La hausse des prix des services et les prix élevés des biens contribuent à la persistance de l'inflation sous-jacente, qui a atteint 6.8 % en avril, soit le taux le plus haut observé depuis mars 1992. L'inflation des matières premières alimentaires importées continue de faire monter les prix à la production et les prix globaux à la consommation. Le taux annuel d'inflation des aliments et boissons non alcoolisées s'est établi à 19.0 % en avril, soit le second plus haut niveau constaté depuis plus de 45 ans après celui observé en mars 2023. En revanche, la baisse des prix de gros de l'énergie atténue le choc du coût de la vie, et l'appréciation régulière de la livre sterling par rapport au dollar réduit l'inflation importée dans l'ensemble.

Royaume-Uni 2



1. Consommation privée, investissement en logements et investissement des entreprises.

2. Consommation publique et investissement public.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 113.

StatLink  <https://stat.link/f0qzie>

Après la politique monétaire, la politique budgétaire devient plus restrictive

La Banque d'Angleterre a porté son taux de base à 4.5 % en mai, soit un niveau proche de la valeur finale présumée de 4.75 % pour le cycle de durcissement monétaire en cours. La Banque procède en outre à un resserrement quantitatif en se délestant progressivement de 80 milliards GBP d'actifs obligataires d'ici septembre 2023, à la fois par des rachats et par des cessions actives, et en réduisant ses avoirs en obligations d'entreprise libellées en livre sterling. La politique monétaire ne devrait pas être assouplie avant le second semestre de 2024, avec deux baisses de 25 points de base du taux de base de la Banque d'Angleterre aux troisième et quatrième trimestres à mesure que l'inflation sous-jacente tendra vers l'objectif.

La politique budgétaire sera restrictive en 2023-24, le gouvernement se pliant à sa règle budgétaire nationale qui consiste à réduire la dette publique à horizon cinq ans dans le contexte de la hausse sensible des coûts d'emprunt. Le budget du printemps 2023 de l'État inclut la poursuite des mesures d'aide énergétique, dont certaines devraient devenir caduques d'ici au troisième trimestre de 2023 en raison de la baisse des prix de l'énergie. Les coûts cumulés sur les exercices 2022-23 et 2023-24 sont estimés à quelque 78 milliards GBP (environ 3 % du PIB), dont 15 milliards GBP sont récupérés via des taxes exceptionnelles sur les producteurs d'énergie. Les principales mesures sont les subventions des prix de l'énergie en faveur des ménages et des entreprises, prolongées jusqu'à fin mars 2024 (47 milliards GBP, environ 1.8 % du PIB) ; le versement d'aides au coût de la vie ciblées (25 milliards GBP, environ 1 % du PIB) ; et le gel du droit d'accise sur le carburant, également prolongé jusqu'à fin mars 2024 (5 milliards GBP, environ 0.2 % du PIB). Le budget du printemps comprend aussi des aides à la garde d'enfants et des abattements fiscaux applicables aux pensions de retraite, qui devraient progressivement augmenter le taux d'activité, et un nouvel amortissement fiscal intégral des investissements, qui est censé stimuler l'investissement et compenser la fin du dispositif de « super-déduction » et la hausse du taux de l'impôt sur les sociétés à compter du deuxième trimestre de 2023. Une augmentation des dépenses de défense est en outre prévue. Un gel des tranches de l'impôt sur le revenu accentuera fortement la pression financière sur les ménages : 1.7 million de personnes commenceront à payer l'impôt sur le revenu et 1.2 million de personnes seront soumises à des taux plus élevés.

Les dépenses privées resteront faibles

La croissance du PIB s'établira à 0.3 % en 2023 puis à 1.0 % en 2024. La contribution des dépenses publiques à la croissance du PIB au second semestre de 2022 se répercutera sur les premiers trimestres de 2023, en partie du fait des mesures d'aide énergétique. Les dépenses privées se raffermiront modérément, dans la mesure où les prix de l'énergie diminuent, des prestations comme les pensions de retraite et la prestation universelle (*universal credit*) sont revalorisées, le taux d'activité progresse et la conjoncture internationale s'améliore. Cependant, la faible croissance des revenus des ménages pèsera sur la consommation malgré la décrue de l'inflation, le resserrement monétaire freinera l'investissement en logements et l'investissement des entreprises déjà atone, et l'incertitude continuera à réduire la contribution du commerce à la croissance. Les salaires réels stagneront en 2023, sachant qu'une détente progressive du marché du travail limitera la croissance des salaires nominaux, puis finiront par augmenter en 2024 à la faveur du recul de l'inflation. Le chômage augmentera constamment pour atteindre quelque 4.5 % puisque la croissance restera faible. Le déficit public s'améliorera : il passera de 5.2 % du PIB en 2022 à 3.5 % du PIB en 2024, sous l'effet de l'assainissement des finances publiques et de la croissance plus soutenue.

Des risques importants entourent ces perspectives. Compte tenu de la lourde charge d'intérêts sur la dette publique et du recul récent de l'échéance moyenne de la dette, les finances publiques sont exposées aux fluctuations des rendements obligataires. De nouvelles hausses des prix de gros de l'énergie en raison de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine comprimeront encore les revenus réels, étant donné la forte dépendance du Royaume-Uni à l'égard du gaz naturel. Une dissipation plus rapide que prévu de l'incertitude entourant les futures relations commerciales constitue un risque de divergence à la hausse.

Accroître l'offre de main-d'œuvre est nécessaire et stimuler l'investissement constitue une priorité majeure

Le taux d'activité demeure plus bas qu'avant la pandémie, et les femmes travaillent à temps partiel de manière disproportionnée en raison de la prise en charge de proches. La mesure portant sur la garde d'enfants, qui offre 30 heures par semaine de garde gratuite aux parents actifs d'enfants âgés de 9 à 24 mois, devrait être appliquée rapidement, sachant qu'elle augmentera le taux d'activité et la production potentielle et contribuera à réduire les inégalités de rémunération entre les genres. Les aides énergétiques devraient être supprimées progressivement, à l'exception des mesures qui ciblent les ménages insuffisamment protégés contre les prix élevés de l'énergie par le système de protection sociale classique. Il est essentiel de sécuriser les conditions d'investissement et les futures relations commerciales pour accroître la productivité et accélérer la transition vers une économie décarbonée.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1

A long unwinding road

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/ce188438-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2023 Issue 1 : A long unwinding road*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/3a113518-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.